

Tramway t1 – Lausanne-Flon – Croix-du-Péage

T-MA-015

Prestations d'assistance au Maître d'ouvrage

Pièce 1 « Conditions administratives »

Procédure ouverte soumise à l'AIMP et aux accords internationaux sur les marchés publics (AMP-OMC)

Nom ou raison sociale du soumissionnaire

Nom et prénom de la personne de contact

Adresse complète

Téléphone

E-mail

	A compléter par le soumissionnaire :
Montant total net TTC de l'offre (Etape A + Etape B) <i>Montant pris en considération pour l'évaluation du critère prix</i>	CHF <hr/>
Nombre d'heures total (Etape A + Etape B) <i>Nombre d'heures pris en considération pour l'évaluation du critère du temps consacré</i>	H <hr/>

Date : _____ Signature(s) * : _____

* Seules les personnes habilitées à engager l'entreprise peuvent signer le présent document. En signant le présent document, le soumissionnaire confirme avoir pris connaissance et tenu compte des conditions administratives pour l'établissement de son offre.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra



Table des matières

1.	Calendrier de la procédure.....	4
2.	Documents d'appel d'offres.....	5
2.1	Documents composant le dossier d'appel d'offres.....	5
2.2	Documents composant le dossier de réponse à l'appel d'offres.....	5
3.	Dispositions générales	6
3.1	Contexte de l'appel d'offres.....	6
3.2	Objet de l'appel d'offres.....	6
3.3	Nom et adresse de l'adjudicateur.....	8
3.4	Nom et coordonnées de l'organisateur de la procédure	8
4.	Conditions de participation.....	8
4.1	Délai pour la remise des offres.....	8
4.2	Forme à respecter pour l'envoi et la remise de l'offre	8
4.3	Conditions de recevabilité	9
4.4	Inscription et demande du dossier d'appel d'offres.....	9
4.5	Emolument d'inscription et/ou frais de dossier.....	10
4.6	Conflit d'intérêt.....	10
4.7	Incompatibilité.....	10
4.8	Nombre d'offres.....	13
4.9	Association de bureaux	13
4.10	Sous-traitance	13
4.11	Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché.....	14
4.12	Devise monétaire applicable	14
4.13	Propriété et confidentialité des documents et informations	14
4.14	Durée de validité de l'offre.....	14
4.15	Offres partielles	15
4.16	Variantes et options.....	15
4.17	Indemnisation	15
4.18	Allotissement du marché	15
4.19	Taxe sur la valeur ajoutée	15
4.20	Prix	15
5.	Exigences administratives de la procédure	17
5.1	Bases légales	17
5.2	Engagements de l'adjudicateur	17
5.3	Délai pour poser des questions.....	17

5.4	Séance d'information et/ou visite du site d'exécution	18
5.5	Ouverture des offres.....	18
5.6	Audition des soumissionnaires et/ou séance de clarification	18
5.7	Critères d'adjudication	19
5.8	Evaluation des offres	20
5.9	Echelle des notes	20
5.10	Notation du prix	20
5.11	Notation des heures	21
5.12	Comité d'évaluation	22
5.13	Modifications de l'offre par le soumissionnaire	22
5.14	Modification du cahier des charges par l'adjudicateur	22
5.15	Interdiction des négociations.....	22
5.16	Contrôle et explications de l'offre	23
5.17	Offre qui ne répond pas aux attentes minimales.....	23
5.18	Décision d'adjudication.....	23
5.19	Renseignements relatifs à la décision d'adjudication.....	23
5.20	Voies de recours.....	23
5.21	Signature du contrat suite à la décision d'adjudication	24
5.22	Prestations supplémentaires et marchés complémentaires	24
5.23	Assurances.....	24
6.	Engagements du soumissionnaire	26



1. Calendrier de la procédure

Étapes du processus	Dates
Date de la publication officielle de la procédure sur www.simap.ch	24.11.2020
Délai pour les questions des soumissionnaires	11.12.2020
Délai des réponses aux questions par l'organisateur	18.12.2020
Date de remise des offres (*)	28.01.2021 à 12h00
Décision d'adjudication après le dépôt de l'offre	Sous 6 mois

(*) **Délai impératif.** Il appartient au soumissionnaire de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance. Le cachet postal ne fait pas foi.

2. Documents d'appel d'offres

2.1 Documents composant le dossier d'appel d'offres

Les documents suivants composent le dossier d'appel d'offres :

- Pièce 1 Conditions administratives
- Pièce 2 Cahier des charges techniques
- Pièce 3.1 Offre financière
- Pièce 3.2 Offre qualitative
- Pièce 4 Liste des plans et documents techniques
- Pièce 5.0 Contrat-type
- Pièce 5.1 Conditions Générales pour prestations de mandataires GIMAP-KBOB 2017

2.2 Documents composant le dossier de réponse à l'appel d'offres

Les documents suivants sont à retourner à l'adjudicateur selon les conditions décrites ci-dessous :

Pièce N°	Désignation	A signer	A compléter	A retourner	
				Document complet	Uniquement page 1 (*)
Pièce 1	Conditions administratives	<input checked="" type="checkbox"/>			<input checked="" type="checkbox"/>
Pièce 2	Cahier des charges technique	<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	
Pièce 3.1	Offre financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Pièce 3.2	Offre qualitative	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Pièce 4	Liste des plans et documents techniques	<input checked="" type="checkbox"/>			<input checked="" type="checkbox"/>
Pièce 5.0	Contrat-type	<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	
Pièce 5.1	Conditions Générales pour prestations de mandataires GIMAP-KBOB 2017	<input checked="" type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	

(*) En signant la première page des pièces indiquées ci-dessus et en la joignant au dossier de réponse à l'appel d'offres, le soumissionnaire atteste avoir pris connaissance de la totalité des informations contenues dans celles-ci.

3. Dispositions générales

3.1 Contexte de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres intervient dans le cadre du projet de construction de la nouvelle ligne de tramway en 2 étapes :

- L'étape A, d'une longueur de 4.7 km, entre Lausanne-Flon et Renens-Gare, est composée des projets partiels PP2 et PP3.

Pour cette étape A, par son arrêt rendu le 25.02.2020, le Tribunal administratif fédéral (TAF) a rejeté les deux recours relatifs aux secteurs de Renens et Lausanne-Flon. La DAP est donc entrée en force et permet désormais de démarrer les travaux du tramway t1. Une convention tripartite de financement a été signée entre l'OFT, le Canton et les tl, dans laquelle les tl sont responsables de la planification et de l'exécution du projet. Les travaux ont débuté sur le secteur du 14-Avril à Renens le 14.09.2020 et se poursuivront sur le reste du tracé en 2021.

Les prestations à réaliser par le BAMO dans le cadre de cette étape A constituent la tranche ferme du présent appel d'offres et sont décrites en détails dans le cahier des charges.

- L'étape B, d'une longueur de 3.3 km entre Renens-Gare et Croix-du-Péage, est composée du projet partiel PP1.

Pour cette étape B, la mise à l'enquête est prévue au premier trimestre 2021, en vue de l'obtention d'une Décision d'Approbation des Plans (DAP).

Les prestations à réaliser par le BAMO dans le cadre de cette étape B constituent la tranche optionnelle du présent appel d'offres et sont décrites en détails dans le cahier des charges. Leur réalisation sera confirmée ultérieurement par le Maître d'ouvrage.

Pour le projet du tramway, le Maître d'ouvrage s'appuie sur 9 groupements de mandataires pour l'étape A et 5 groupements de mandataires pour l'étape B.

Pour mener à bien le projet de tramway t1 et notamment les interfaces entre les groupements de mandataire, le Maître d'ouvrage souhaite être accompagné par un Bureau d'assistance au Maître d'ouvrage (BAMO).

3.2 Objet de l'appel d'offres

Le présent appel d'offres est composé d'une tranche ferme (étape A) et d'une tranche optionnelle obligatoire (étape B).

Il s'adresse à un bureau d'études regroupant les professionnels spécialisés capables de traiter tous les aspects du présent mandat, selon les compétences requises au dossier d'appel d'offres.

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage portera sur les prestations suivantes couvrant les différents domaines composant le projet du tramway :

- Génie civil
- Courants forts, courants faibles
- Voie ferrée
- Ligne de contact
- Installations de sécurité
- Corps d'états techniques de bâtiment

Les phases SIA concernées par le mandat sont les suivantes :



☒ SIA 102 ☒ SIA 103 ☒ SIA 108 ☒ SIA 112

☒ 51 – projet d'exécution

☒ 52 – suivi de l'exécution

☒ 53 – mise en service et achèvement

Les prestations des phases 51 à 53 de l'étape A sont en tranche ferme et il est prévu qu'elles soient libérées à la signature du contrat. Ceci sous toutes réserves, seul le contrat final fera foi.

Les prestations des phases 51 à 53 de l'étape B sont en tranche optionnelle. Elles seront libérées cas échéant sur demande écrite du mandant. Le prix de la tranche optionnelle est déposé par le soumissionnaire à la remise de son offre. La tranche optionnelle est prise en considération dans l'évaluation de l'offre. L'adjudicateur se réserve le droit d'adjuger ou non la tranche optionnelle.

Le détail des prestations attendues est décrit dans la pièce 2 « Cahier des charges technique ».

Il est prévu de débiter l'exécution du mandat (tranche ferme) en mai 2021.

3.3 Nom et adresse de l'adjudicateur

Transports publics de la région lausannoise sa
Service des Achats
Chemin du Closel 15
CH – 1020 Renens

3.4 Nom et coordonnées de l'organisateur de la procédure

Transports publics de la région lausannoise sa
Service des Achats
Chemin du Closel 15
CH – 1020 Renens

Courriel : appro@t-l.ch
Téléphone : 021-621 03 07

4. Conditions de participation

4.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard à la date indiquée au chapitre 1 « Calendrier de la procédure » auprès de :

Transports publics de la région lausannoise sa
Service des Achats
Chemin du Closel 15
CH – 1020 Renens

4.2 Forme à respecter pour l'envoi et la remise de l'offre

Les offres sont remises aux tl en deux exemplaires, dans des classeurs de type fédéral, avec séparation indexée.

Les offres sont remises par courrier ou en mains propres (réception principale des tl), dans les délais demandés au chapitre 1 « Calendrier de la procédure ». **Au-delà de cette échéance, l'offre sera exclue de la procédure d'évaluation. Le cachet postal ne fait pas foi.**

Sur la face avant et sur la tranche des classeurs sont indiqués le nom de la société soumissionnaire ainsi que la référence et l'intitulé du marché.

Les offres sont éditées sur des feuilles de format A4 ; à l'exception des annexes de la pièce 3.2 « Offre qualitative », dont les formats sont précisés dans cette même pièce.

Le soumissionnaire doit respecter strictement la forme et le contenu demandé par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Les croquis éventuels doivent être explicites avec une échelle appropriée et les textes doivent posséder un format qui facilite la lecture.

Tous les documents doivent être soigneusement intégrés dans un classeur A4 avec, de manière visible soit sur la page de garde, soit sur la tranche et/ou sur la face principale, la raison sociale du

soumissionnaire et le nom du marché mis en concurrence, ainsi que le nom de l'objet ou du projet s'il y en a un. L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

Le colis cacheté et contenant les documents d'offre doit porter la mention suivante :

Transports publics de la région lausannoise sa
Projet Tramway t1
T-MA-015
Prestations d'AMO
NE PAS OUVRIR

Les soumissionnaires doivent également fournir le dossier sous forme électronique, de préférence sur clé USB. Le contenu des documents doit être identique, qu'il soit présenté sous forme informatique ou sur papier. En cas de différence, le document sur papier fait foi.

4.3 Conditions de recevabilité

4.3.1 Généralités

L'adjudicateur ne prendra en considération que les offres provenant de soumissionnaires, suisses ou étrangers, dont le siège se trouve dans un des pays qui offrent la réciprocité aux entreprises suisses en matière d'accessibilité à leurs marchés publics et qui respectent les conditions de participation, à savoir les offres qui sont arrivées dans le délai imposé, signées et datées, présentées dans la langue imposée, libellées en francs suisses, accompagnées des pièces administratives et financières dûment complétées, dans la forme et à l'adresse fixées. En cas de doute sur la recevabilité d'une offre, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie.

L'adjudicateur peut demander toute explication ou attestation nécessaire au soumissionnaire dont il doute de la solvabilité et de la capacité financière à assumer l'exécution du marché selon les conditions requises ou s'il estime que l'offre est non crédible ou anormalement basse. Les échanges entre l'adjudicateur et le soumissionnaire sont exclusivement par écrit. Peuvent notamment être requises toutes les attestations décrites dans la pièce 3.2 (extrait de l'office des poursuites et faillites, les chiffres d'affaires, l'état du bilan d'entreprise ou encore les extraits fiduciaires, ...).

4.3.2 Conditions particulières de recevabilité

Le soumissionnaire doit remplir les conditions suivantes pour que son offre soit considérée comme recevable pour l'exécution du marché :

- L'offre remise est complète et établie sur la base des documents d'appel d'offres dûment datés et signés
- L'association de bureaux n'est pas autorisée
- La sous-traitance est limitée à 30% de la valeur du marché
- Le soumissionnaire (bureau) devra disposer au minimum d'une référence de coordination ou de BAMO sur un grand projet d'infrastructure ferroviaire (montant de projet supérieur à 100 millions CHF HT)

4.4 Inscription et demande du dossier d'appel d'offres

Le dossier administratif et technique est complètement téléchargeable sur le site internet www.simap.ch.

Le dossier complet peut aussi être demandé aux coordonnées de l'organisateur de la procédure. Il sera adressé sur support électronique (Clé USB ou plate-forme de téléchargement).

En cas de demande de dossier par voie postale, le soumissionnaire devra assumer les conséquences du temps nécessaire à la réception de la demande, à la préparation de l'envoi et aux délais d'expédition/réception. Dans ce sens, au vu de la quantité de documents à expédier, l'adjudicateur recommande au soumissionnaire de demander le dossier au moins une semaine avant la date fixée au chapitre 1.

Pour obtenir le dossier d'appel d'offres, il est nécessaire de s'inscrire sur le site Internet www.simap.ch et de le télécharger.

Si le soumissionnaire télécharge le dossier, il sera considéré comme inscrit, pour autant qu'il ait rempli complètement et correctement le formulaire d'inscription du site internet.

L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier.

Il est recommandé au soumissionnaire de conserver précieusement le code d'accès fourni par le site internet. En effet, ce code d'accès lui permet d'accéder directement au marché tant que celui-ci est publié sur le site internet.

4.5 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription, ni frais de dossier.

4.6 Conflit d'intérêt

Aucun soumissionnaire, associé ou sous-traitant, ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec un des membres du comité d'évaluation, ses éventuels experts et les mandataires de l'adjudicateur le cas échéant.

Un conflit d'intérêt est déterminé notamment par le fait qu'une entreprise ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

Toute personne ou bureau qui a participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents d'appel d'offres, est informée qu'elle possède un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'elle détient. Elle ne peut donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur.

4.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou l'entreprise qui a réalisé une prestation particulière avant le lancement de la procédure peut y participer pour autant que cette prestation :

- soit limitée dans le temps et achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure et l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fasse pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

4.7.1 Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui ne sont pas autorisés à participer à la procédure

ETAPE A : LAUSANNE-FLON A RENENS-GARE	
Mandat PP2 Groupement Paragraf	Tronçons Ouest de la ligne
SD Ingénierie Lausanne SA	Pilote du groupement - Ingénierie - Réseaux - Hydraulicien - Chaussée et phasages
BG Ingénieurs Conseils	Ouvrages – géotechnique – CVS
Architram architecture et urbanisme SA	Architecture - Urbanisme
Hüsler & Associés Sàrl	Architecture paysagiste
Gemetris SA	Mandat géomètre
Mandat PP3 Groupement TILT	Tronçons Est de la ligne
CSD Ingénieurs Conseils SA	Pilote
T-ingénierie SA	Remplaçant du pilote
GEA Vallotton & Chanard SA	Urbanisme
FOLIA	Urbanisme
Renaud & Burnand SA	Géomètre
Mandat TRA Groupement T-LauRe	Gestion des phases de trafic
Transitec Ingénieurs-conseils SA	Pilote - Ingénierie trafic
RGR SA	Chef de projet PP2
Trafitec Ingénieurs Conseils SA	Ingénierie trafic
Citec Ingénieurs Conseils SA	Ingénierie trafic
Mandat ARLI	Architecture de ligne
Architram architecture et urbanisme SA	Architecte
Mandat FER Groupement GEB	Voie Ferrée - Signalisation - Installations de sécurité
Emch+Berger SA	Pilote et responsable suivi des travaux
GESTE Engineering SA	Remplaçant pilote & responsable signalisation
Mandat ELA Groupement ELAusanne	Energie : sous stations, réseaux courants forts, ligne aérienne de contact
ENOTRAC SA	Pilote et responsable partie énergie
AFRY	Responsable LAC

GESTE Engineering SA	Responsable technique ferroviaire
Mandat SECU Egis Rail	Sécurité
Egis Rail	Pilote
Mandat ENV	Environnement
CSD Ingénieurs Conseils SA	Pilote
Mandat GAT Groupement Kowalski	Garage Atelier
CSD Ingénieurs Conseils SA	Pilote - Génie civil - Géotechnique - CVS
T-Ingénierie SA	Génie civil et ferroviaire
M+B Zurbuchen-Henz Sàrl	Architecte
Betelec SA	Etudes et travaux en électricité
Belandscape	Paysage et urbanisme
Bureau d'ingénieurs Renaud et Burnand SA	Géomètre, génie rural

ETAPE B : RENENS-GARE A CROIX-DU-PEAGE	
Mandat PP1 Groupement TILT +	Tronçons de prolongation de la ligne
CSD Ingénieurs Conseils SA	Pilote
T-ingénierie SA	Remplaçant du pilote
GEA Vallotton & Chanard SA	Urbanisme
FOLIA	Urbanisme
Renaud & Burnand SA	Géomètre
Mandat TRA	Gestion des phases de trafic
Transitec Ingénieurs-conseils SA	Ingénierie trafic
Mandat ARLI	Architecture de ligne
Architram architecture et urbanisme SA	Architecte
Mandat SYS Groupement SysT1-m	Voie Ferrée et Energie
GESTE Engineering SA	Pilote et responsable suivi des travaux
Emch+Berger SA	Responsable voie ferrée
ENOTRAC AG	Responsable partie énergie
AFRY	Responsable LAC

Mandat SECU Egis Rail	Sécurité
Egis Rail	Pilote

4.7.2 Liste des personnes, entreprises ou bureaux pré-impliqués qui sont autorisés à participer à la procédure, mais pas imposés

Nom du bureau	Type de prestation
Néant	Néant

Les personnes ou bureaux mentionnés aux chapitres 4.7.1 et 4.7.2 ne peuvent pas transmettre des informations ou des documents à des tiers pendant la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou à la demande de ce dernier via l'organisateur de la procédure. Si un bureau pose une question en direct auprès d'un de ces mandataires, ce dernier devra en informer immédiatement l'organisateur de la procédure.

Le Maître d'ouvrage, l'adjudicateur et les membres du Comité d'évaluation sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent.

Le fait qu'un soumissionnaire, un associé ou un sous-traitant de ce dernier, détienne ou ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres soumissionnaires, sans en informer l'organisateur de la procédure, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. L'adjudicateur se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts contre le soumissionnaire concerné s'il estime que cela a rendu inefficace la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice.

4.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, une société ou un bureau ne peut déposer qu'une offre en qualité de soumissionnaire.

Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issues de cantons différents, ne pourront inscrire qu'une seule succursale ou filiale.

Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'une seule succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au soumissionnaire concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres soumissionnaires portant ou non la même raison sociale. Cela concerne aussi les sous-traitants, sauf exceptions susmentionnées.

Le non-respect de ces exigences amènera l'adjudicateur à prendre une décision d'exclusion des offres concernées.

4.9 Association de bureaux

L'association de bureaux n'est pas autorisée. Cas échéant, l'offre sera exclue de la procédure.

4.10 Sous-traitance

La sous-traitance est admise et limitée à 30% de la valeur du marché. Si cette limite n'est pas respectée, l'offre sera cas échéant exclue de la procédure.

Une société principale (société mère), qui, dans le cadre d'un marché pour lequel elle aurait elle-même soumissionné, souhaite confier la réalisation de certaines prestations à une de ses filiales, est tenue

d'annoncer cette dernière en tant que sous-traitant. Il en est de même si une société filiale souhaite confier la réalisation de prestation à une autre filiale du même groupe.

Tous les bureaux sous-traitants doivent être annoncées dans la pièce 3.2 « Offre qualitative ».

Les sous-traitants nécessaires pour l'exécution du marché doivent également respecter toutes les conditions de participation.

La sous-traitance en cascade est interdite.

4.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure, ainsi que pour l'exécution du marché, pour toute information, documentation, audition et échange de courriers, est le français.

Les attestations qui pourraient être demandées dans la pièce 3.2, émises par un organisme officiel dans une autre langue que le français, sont tolérées. En cas de doute sur leur origine ou leur contenu, l'organisateur peut requérir leur traduction par un traducteur-juré du lieu du siège de la société soumissionnaire.

4.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).

4.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par les soumissionnaires sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur, sous réserve du respect des droits d'auteurs tel que prévu à l'article 18 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD).

Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que tous les droits de recours ne sont pas éteints.

4.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre indiquée au chapitre 1 « Calendrier de la procédure ». Au-delà de cette durée, et pour autant que le contrat ne soit pas signé dans l'intervalle, l'offre sera adaptée selon les règles de calcul de variation de prix définies dans la pièce 5.0, ceci entre la date de fin de validité de l'offre et la date de la signature du contrat.

Une offre ne peut plus être retirée unilatéralement par le soumissionnaire durant la période de validité fixée par l'adjudicateur à moins d'une justification telle qu'une procédure de sursis concordataire, de mise en faillite ou de mise en poursuite, susceptible de remettre en question le bien-fondé de la décision d'adjudication. La justification peut également s'appuyer sur un élément extérieur indépendant de la volonté du soumissionnaire, voire sur une erreur essentielle au sens de l'art. 24, alinéa 1, chiffre 4 du Code des obligations (CO). Le cas échéant, l'intéressé engage sa responsabilité contractuelle en application de l'art. 26 du CO.

Si le contrat n'est toujours pas signé 24 mois après la date d'adjudication, l'adjudicateur pourra révoquer la décision d'adjudication, le cas échéant, et renouveler si nécessaire la procédure d'appel d'offres, sans indemnité possible pour les soumissionnaires, ni remboursement de frais ou prise en considération d'une demande de dommages et intérêts.

4.15 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises. Après vérifications complémentaires, les offres concernées feront l'objet d'une décision d'exclusion.

4.16 Variantes et options

4.16.1 Variantes

Les variantes de projet et d'exécution ne sont ni prévues, ni autorisées. Cas échéant, elles ne seront pas prises en considération dans le cadre de l'évaluation multicritère.

4.16.2 Options de marché

Une option de marché est prévue aux pièces 2 « Cahier des charges technique » et 3 « Offre financière » du dossier d'appel d'offres (cf. « Tranche optionnelle »). Le soumissionnaire a l'obligation de chiffrer cette option. A défaut, l'offre sera considérée comme partielle et susceptible d'exclusion au sens du chapitre 4.15.

4.17 Indemnisation

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le soumissionnaire ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

4.18 Allotissement du marché

Le présent marché n'est pas divisé en lots. Le soumissionnaire a l'obligation de rendre une offre complète. Dans le cas contraire, l'offre sera exclue de la procédure.

4.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC).

Le soumissionnaire a l'obligation d'appliquer le taux TVA en vigueur en Suisse à la date de dépôt des offres, à des fins de comparaison des offres entre elles.

Au stade de la contractualisation, le taux de TVA applicable sera le taux de TVA en vigueur à la date d'exécution des prestations.

4.20 Prix

Pour l'offre de base, le soumissionnaire est tenu, sous peine d'exclusion, de remplir complètement l'offre financière, sans regrouper des articles en bloc et sans y apporter de modification.

En cas d'indication de prix nul, le soumissionnaire aura l'obligation de justifier ce montant à 0. Les mentions néant, inclus, compris, global ou similaires ne sont pas autorisées. A défaut de justification, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure l'offre, car considérée comme partielle.

Les frais accessoires du soumissionnaire tels que photocopies, téléphone, téléfax, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs, frais pour les bureaux de chantier (exclusivement pour les phases SIA 51 et suivantes) devront être inclus dans le montant de ses honoraires.

Les honoraires offerts pourront faire l'objet d'une demande de clarification de prix ou de confirmation écrite, mais en aucun cas ne pourront être adaptés.

L'offre financière sera remise en version informatique. En cas de doute, c'est la version papier originale qui fera foi.



L'adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire en cas de modification de la pièce 3.1 « Offre financière », afin de respecter le principe d'égalité de traitement entre les soumissionnaires.

5. Exigences administratives de la procédure

5.1 Bases légales

La procédure est :

- Soumise à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.1994 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 01.06.2002;
- Soumise à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.1995, à la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.1986 et à la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.1995, état au 01.01.2007;
- Soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, ainsi que ses directives d'exécution ;
- Soumise à la Loi sur les Marchés Publics (LMP-VD) et à son règlement cantonal sur les marchés publics (RLMP-VD).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet www.simap.ch.

5.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des soumissionnaires à :

- Traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure. Font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- Interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du soumissionnaire ;
- Organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- Assurer la transparence de la procédure ;
- Garantir un déroulement optimal de la procédure.

5.3 Délai pour poser des questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard à la date indiquée au chapitre 1 « Calendrier de la procédure ».

L'adjudicateur et l'organisateur ne traiteront aucune demande par téléphone. Ils répondront uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises sur le forum du site Internet www.simap.ch.

Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions sous la forme d'un fichier qui sera téléchargeable sur le site Internet www.simap.ch, dans le délai fixé. L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

Il est donc recommandé aux soumissionnaires de conserver leur code d'accès au site Internet, fourni par ce dernier après qu'ils s'y soient inscrits. Les soumissionnaires qui ont demandé le dossier par écrit recevront la liste des questions et des réponses par courrier électronique. Les réponses aux questions des candidats seront également disponibles sur le forum du site www.simap.ch.

L'adjudicateur n'est pas tenu responsable des coordonnées renseignées par le candidat, inexistantes ou (devenues) caduques.

5.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information ou visite du site d'exécution ne sont envisagées durant la procédure d'appel d'offres.

5.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite. Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres peut être obtenu sur demande écrite adressée à l'adjudicateur. Il ne sera distribué qu'au terme du travail de vérification et de clarification des offres, y compris les auditions.

5.6 Audition des soumissionnaires et/ou séance de clarification

L'adjudicateur se réserve le droit de réaliser une ou plusieurs auditions au lieu qu'il détermine librement. Seuls les soumissionnaires qui ont des chances objectives d'obtenir le marché et dont le dossier nécessite des clarifications pourront être auditionnés. L'adjudicateur informera ultérieurement chaque soumissionnaire de l'heure exacte et de la durée de son audition, le cas échéant.

L'audition ne doit pas conduire à une modification de l'offre déposée.

Avant, pendant et après l'audition, le soumissionnaire ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure, à moins que l'adjudicateur le demande expressément à tous les soumissionnaires et que cela ne constitue pas une forme de négociation de l'offre.

L'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres soumissionnaires et fera partie intégrante du contrat conclu avec l'adjudicataire.

5.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont les suivants :

Critères d'adjudication		Poids en %	
		Par sous-critère	Par critère
1. Offre financière			35
Pièce 3.1	1.1 Prix	20	
	1.2 Temps consacré (heures)	15	
2. Organisation du soumissionnaire			25
Pièce 3.2, § 2.1 et annexe B	2.1 Qualifications des personnes-clés pour exécuter le marché *	15	
Pièce 3.2, § 2.2 et annexes C et D	2.2 Organisation et ressources pour l'exécution du marché	10	
3. Qualités techniques de l'offre *			25
Pièce 3.2, § 3 et annexe E	Qualités techniques de l'offre *	25	
4. Organisation de base du soumissionnaire			5
Pièce 3.2, § 4.1 et annexe F	4.1 Organisation fonctionnelle du soumissionnaire pour satisfaire les exigences du client et système qualité (type ISO 9001 ou équivalent).	5	
Pièce 3.2, § 4.2 et annexe F	4.2 Contribution du soumissionnaire à la composante sociale du développement durable (certification type sociale, Eco-Entreprise, OHSAS 18001 ou équivalent).		
Pièce 3.2, § 4.3 et annexe F	4.3 Contribution du soumissionnaire à la composante environnementale du développement durable (certification de qualité officielle dans le domaine environnemental, ISO 14001, Eco-Entreprise ou équivalent).		
5. Références du soumissionnaire *			10
Pièce 3.2, § 5 et annexe G	Références du soumissionnaire *	10	

* critères, sous-critères et éléments d'appréciation éliminatoires si le soumissionnaire est jugé insuffisant sur ces aspects (ou note inférieure à 3/5). Pour le surplus, veuillez vous référer au chapitre 5.16 de la présente pièce.

L'adjudicateur se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation par critère qu'il est nécessaire pour départager les soumissionnaires, en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence.

5.8 Evaluation des offres







L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre déposée, ainsi que sur les indications fournies par les soumissionnaires et sur les clarifications demandées par l'adjudicateur. L'adjudication est attribuée à l'offre économiquement la plus avantageuse, à savoir après évaluation qualitative et financière de l'offre, en adéquation avec les attentes de l'adjudicateur sous la forme de critères d'adjudication.

5.9 Echelle des notes

L'échelle des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Pour les critères qualitatifs, les notes seront précises au demi-point. Pour la notation du prix et des heures, les notes seront précises au centième (par exemple : 3.46).

L'échelle des notes est la suivante :

ANNEXE T1

Échelle de notes		
0		Candidat ou soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires
4		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5		Candidat ou soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats ou soumissionnaires, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

5.10 Notation du prix

Il sera appliqué la méthode de notation T2 pour les marchés de services (pour plus d'informations, se référer à l'annexe T2 du Guide romand des marchés publics, téléchargeable via le site www.simap.ch ou sur le site du canton de Vaud).

T²

$$\text{Note offre Y} = \left[\frac{\text{Montant offre la plus basse}}{\text{Montant offre Y}} \right]^2 \times 5$$

5.11 Notation des heures

La notation du temps consacré pour l'exécution du marché se fera de la manière suivante, selon la méthode T4 du guide romand : en tenant compte de la moyenne des heures proposées par les soumissionnaires pour exécuter le marché ou du temps estimé par l'adjudicateur. Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne ou estimée, plus il sera mal noté.

L'adjudicateur fixe de part et d'autre de son estimation d'heures un pourcentage, qui dans le cas présent est de – 10% à + 20% à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un soumissionnaire recevra une note dégressive.

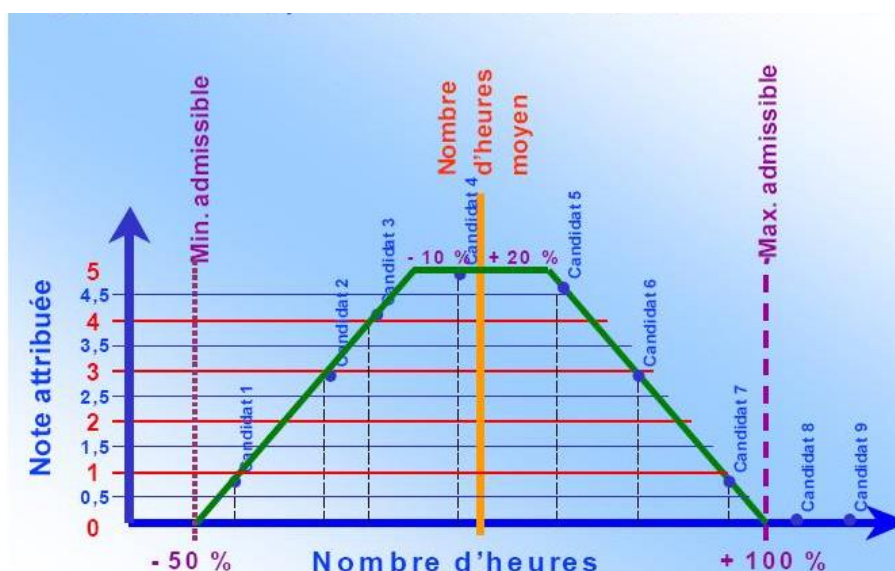
La note 0 est attribuée à un nombre d'heures qui est au-delà d'un certain pourcentage, qui dans le cas présent est fixé à – 50% et + 100%, de part et d'autre de l'estimation du MO.

Le nombre d'heures moyen peut être estimé par l'adjudicateur ou tiré de la moyenne des heures offertes par les soumissionnaires.

Le nombre d'heures moyen est défini de la manière suivante :

- S'il y a 5 offres* ou plus : le nombre d'heures moyen correspond à la moyenne des heures des offres,
- S'il n'y a que 3 offres* : le nombre d'heures moyen correspond à la moyenne des heures des offres avec l'estimation du MO comptant comme 4^{ème} valeur,
- S'il y a moins de 3 offres* : le nombre d'heures moyen correspond à l'estimation du MO.

*Offres répondant aux attentes minimum au sens du point 5.17



5.12 Comité d'évaluation

L'adjudicateur a prévu de mettre en place un Comité d'évaluation. Il est composé des membres suivants :

Prénom et Nom	Titre / fonction / profession
Bertrand Dumas	Chef de projet tramway t1
Lydie Besson	Cheffe de projet pluridisciplinaire
Marius Basty	Chef de projet PP1
Marianne Cuvillier	Acheteuse projet tramway t1

Les suppléants sont :

Prénom et Nom	Titre / fonction / profession
David Tournaud	Responsable de domaine méthodes
Nataël Kocher	Ingénieur projets
Anne Justes	Responsable de domaine achats ferroviaires

Le Comité se réserve la possibilité de s'entourer de spécialistes-conseils s'il le juge nécessaire pour expertiser les offres. Ils n'auront pas de droit de vote. Les conditions relatives au conflit d'intérêt seront vérifiées avant le début de l'évaluation des offres. Le cas échéant, la ou les personnes concernées devront se récuser.

5.13 Modifications de l'offre par le soumissionnaire

Une offre déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un soumissionnaire ne peut donc plus corriger ou faire corriger son offre, des documents ou des informations qu'il aura transmises à l'adjudicateur.

5.14 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché.

Si cette modification intervient avant le dépôt de l'offre, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt de l'offre.

Si cette modification intervient après le dépôt de l'offre, il veillera à ce que tous les soumissionnaires soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

5.15 Interdiction des négociations

Jusqu'à la décision d'adjudication, l'adjudicateur et l'organisateur ne procéderont à aucune négociation de l'offre, tant sur les prestations offertes que sur les conditions financières offertes ou sur les prix offerts. Si nécessaire, ils peuvent inviter chaque soumissionnaire concerné à fournir des clarifications relatives à son aptitude ou à son offre, par écrit ou au travers d'une audition.

5.16 Contrôle et explications de l'offre

L'organisateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul seront corrigées.

Si l'adjudicateur estime que des justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif.

La décision d'exclusion d'une offre intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier.

Dans le cadre de la vérification des prix par l'organisateur auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce une modification de ses prix.

5.17 Offre qui ne répond pas aux attentes minimales

L'adjudicateur se réserve le droit d'exclure les offres qui n'ont pas reçu au moins la note 3 sur les critères d'adjudication avec astérisque dans le tableau du chapitre 5.7. L'adjudicateur se réserve le droit de n'adjudger le marché qu'à un soumissionnaire qui a obtenu au moins 60% des points possibles sur l'ensemble des critères.

S'il devait constater qu'aucun soumissionnaire ne serait adjudicataire en appliquant ces règles, il se réserve le droit de prendre une décision d'interruption et de renouvellement, s'il le juge nécessaire, de la procédure, voire de procéder ensuite à une adjudication de gré à gré en application de l'article 8, alinéa 1, lettres a) et b) et 41 du règlement sur les marchés publics (RLMP-VD). Le cas échéant, cette décision est sujette à recours.

5.18 Décision d'adjudication

L'adjudication est rendue sous réserve de la validation de la Revue de Direction des tl. La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires qui auront participé à la procédure et dont l'offre aura été jugée recevable. L'adjudicateur se réserve le droit d'adjudger ou non la tranche optionnelle (voir à ce sujet les précisions au § 5.21). Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque soumissionnaire recevra un tableau de synthèse de l'analyse multicritères indiquant à minima son résultat et celui de l'adjudicataire.

5.19 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout soumissionnaire qui n'est pas l'adjudicataire du marché peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son offre. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du soumissionnaire qui a l'intention de déposer un recours.

5.20 Voies de recours

Le soumissionnaire est informé qu'outre le contenu du dossier d'appel d'offres, toutes les décisions notifiées par écrit sont sujettes à recours.

Le recours doit être interjeté dans un délai de 10 jours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, avenue Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne.

Le recours devra être déposé en deux exemplaires, se référer à la décision et contenir les conclusions dûment motivées, avec indication des moyens de preuves ainsi que la signature du recourant. Le

mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire. Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du soumissionnaire, par l'autorité de recours.

5.21 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des soumissionnaires lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres, y compris le contrat-type, sont destinés en premier lieu à l'élaboration, à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Il est envisagé un contrat à heures et montants plafonnés par phase. Néanmoins, l'adjudicateur se réserve la possibilité de forfaitiser certaines prestations, sans que l'adjudicataire ne puisse le refuser.

L'adjudicataire doit tenir compte du fait que le Maître d'ouvrage n'acceptera aucune revendication sous prétexte de sous-évaluation ou omission de prestations, après la signature des contrats.

Le montant de l'adjudication ne représente donc pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Outre les conditions particulières du contrat, les conditions générales applicables aux prestations de mandataires sont celles produites au présent dossier d'appel d'offres.

Le cahier des charges contient des prestations prévues en tranche ferme et optionnelle.

La tranche ferme de prestations est celle qui est prévue d'être libérée de suite après la signature du contrat.

La tranche optionnelle de prestations est celle qui ne sera libérée que sur demande écrite de la part du Maître d'ouvrage. Elle pourra être libérée partiellement par phases.

Les tranches optionnelles peuvent être attribuées à d'autres bureaux et ne représentent pas une promesse de mandat à l'adjudicataire du présent marché. Si elles sont attribuées à d'autres prestataires, le Maître d'ouvrage veillera à appliquer la procédure d'appel d'offres conformément à la législation sur les marchés publics et à ce que les documents nécessaires à leur exécution soient exploitables.

5.22 Prestations supplémentaires et marchés complémentaires

L'adjudicateur se réserve la possibilité de compléter ultérieurement le marché par un avenant au contrat, notamment si des options de marché sont prévues dans le cahier des charges, mais également pour des prestations supplémentaires en application de l'article 8, alinéa 1, lettres e) à h) du Règlement vaudois d'application de la loi sur les marchés publics. Le cas échéant, les marchés supplémentaires feront l'objet d'une négociation et d'une adjudication de gré à gré.

5.23 Assurances

Dans le cadre du projet Tramway t1, les t1 ont conclu un contrat spécifique d'assurance couvrant l'ensemble des partenaires (Maître d'ouvrage, Direction(s) des Travaux, mandataires et entreprises adjudicatrices) tant en responsabilité civile qu'en Travaux de Construction (hors engins et machines de construction) / Montage. Le Maître d'ouvrage prend à sa charge les primes relatives à cette assurance « globale chantier » et ne les refacture pas aux mandataires et entreprises participants.

En cas de sinistre éventuel, les franchises sont prises en charge par les partenaires responsables, tandis que les dommages éventuellement non couverts sont supportés par les parties impliquées dans l'événement. Les franchises s'élèvent à CHF 5'000.00 par cas, sauf pour les dommages matériels en responsabilité civile (CHF 2'000.00 par cas).



La participation obligatoire à un tel contrat spécifique ne décharge en rien l'entrepreneur de sa responsabilité légale, contractuelle ou issue de normes diverses, envers le Maître de l'Ouvrage ou tout autre tiers.

De plus, chaque entreprise participante est elle-même responsable de clarifier avec son/ses assureur/s de pouvoir exclure l'activité de ce chantier de son programme d'assurance.

6. Engagements du soumissionnaire

En signant la page de garde et en déposant leur offre, tous les membres (consorts et sous-traitants le cas échéant) d'un soumissionnaire certifient qu'ils ont pris connaissance des conditions de la procédure et qu'ils en acceptent le contenu sans réserve. Le soumissionnaire peut formuler ses commentaires sur l'une ou l'autre des conditions du présent dossier d'appel d'offres, exclusivement par écrit et dans le cadre des questions posées par les soumissionnaires dans le délai imparti selon le calendrier de la procédure. Il prend par ailleurs aussi les engagements suivants :

- a) Il confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité ;
- b) Il accepte que l'adjudicateur, ou ses représentants, puissent vérifier les indications, informations et preuves fournies avec son offre (confidentialité assurée par l'adjudicateur) ;
- c) Il garantit l'égalité de traitement entre hommes et femmes, à compétences et fonctions équivalentes, en particulier en ce qui concerne les conditions salariales, ceci y compris pour les sous-traitants directs, les fournisseurs principaux et les transporteurs, le cas échéant ;
- d) Il garantit le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, ainsi que celles en matière de lutte pour la protection des eaux, la protection de l'air et la gestion des déchets et de lutte contre les nuisances sonores ;
- e) Il confirme qu'il n'a pas faussé la concurrence en réalisant des arrangements ou des accords entre soumissionnaires ;
- f) Il confirme que l'offre déposée est conforme aux exigences du cahier des charges et qu'elle inclut toutes les prestations strictement justifiées pour l'exécution du marché et son bon déroulement. Cela comprend aussi les mesures à prendre pour respecter les dispositions relatives à la santé et la sécurité ;
- g) En remplissant son offre, il a tenu compte du fait que l'adjudicateur n'acceptera, dès le dépôt de l'offre et durant la durée d'exécution du contrat, aucune sous-évaluation de prestations, aucun oubli de prestations ou mauvaise compréhension des prestations à exécuter. En ce sens, il appartient au soumissionnaire de poser toute question dans le délai fixé dans le calendrier de la procédure. Le soumissionnaire ne pourra donc pas, suite au dépôt de son offre, justifier une modification de son offre par le fait que le cahier des charges n'était pas assez précis ;
- h) Il confirme avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de son offre, après avoir pris connaissance des conditions générales, du contenu du cahier des charges et après s'être rendu exactement compte de l'importance, des exigences et des contraintes du marché. En conséquence, il s'engage à exécuter l'ensemble du marché pour les prix indiqués dans son offre, en se conformant strictement à toutes les prescriptions d'exécution énumérées dans l'appel d'offres ;
- i) Il met en place les personnes-clés désignées pour l'exécution du marché. En cas de remplacement de la ou des personnes-clés, le soumissionnaire a pris note que l'adjudicateur est en droit d'exiger de l'adjudicataire qu'il mette à disposition, dans un délai déterminé, des personnes-clés de même niveau de compétence, d'expérience, de capacité et de disponibilité. S'il ne s'exécute pas, la décision d'adjudication peut être révoquée et le contrat résilié ;
- j) Il confirme qu'il n'est pas impliqué dans une procédure de faillite ou qu'il n'a pas obtenu de concordat judiciaire ou extrajudiciaire ; le cas échéant, il garantit également que tel n'est pas le cas pour les associés, les sous-traitants, les fournisseurs ou les transporteurs auxquels il entend faire appel ;

- k) Il accepte que le Maître d'ouvrage puisse transmettre son résultat, notamment les notes attribuées par critère et sous-critère, aux autres soumissionnaires sous la forme d'un tableau récapitulatif ;
- l) En cas d'adjudication, il acceptera de fournir dans les meilleurs délais, sur demande de l'adjudicateur et par l'intermédiaire d'un établissement financier de premier ordre, des garanties financières et techniques conformément aux exigences du dossier d'appel d'offres. La garantie délivrée par un organisme étranger doit être de portée équivalente à celle que délivrent les organismes suisses et doit pouvoir être sollicitée auprès d'une représentation ayant son siège en Suisse ;
- m) Il respecte la législation sur le travail notamment en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur ; il s'engage à respecter les dispositions légales relatives à la protection des travailleurs, aux conditions de travail et de salaire, y compris, le cas échéant, pour les associés, les sous-traitants, les fournisseurs et les transporteurs ;
- n) Il respecte les exigences relatives à la directive MSST 6508 en matière de personnel spécialisé (PERCO et Ingénieur sécurité selon l'importance et le type d'entreprise), y compris, le cas échéant, pour les associés, les sous-traitants, les fournisseurs et les transporteurs ;
- o) En cas d'adjudication et selon le type de marché, il fournira un plan d'hygiène et de sécurité (PHS) qui respecte la législation en vigueur en matière de MSST ;
- p) Il acceptera de suivre, le cas échéant, les directives et instructions du coordinateur santé et sécurité désigné par le MO ;
- q) Il accepte que l'adjudicateur puisse interrompre ou abandonner à tout moment la procédure si des autorisations étaient refusées, en cas d'opposition au projet ou de refus, partiel ou total, de crédit par les autorités publiques, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité à ce titre ;
- r) Il mettra en place les moyens informatiques et de transmission des données compatibles avec les exigences de l'adjudicateur, ceci sans frais supplémentaire ou avenant au contrat ;
- s) Il accepte que l'adjudicateur puisse remettre en appel d'offres ou recommencer partiellement ou totalement la procédure si, après ouverture et vérification des offres, il devait constater qu'un nombre insuffisant de dossiers remplit les conditions de participation ou de recevabilité et que cela conduit à une absence de véritable concurrence ;
- t) Il fait preuve d'intégrité morale, notamment en prenant des mesures pour lutter contre la corruption et en s'abstenant d'offrir un quelconque avantage à un membre de l'autorité adjudicatrice ou à un membre du comité d'évaluation, dans le but d'obtenir un marché au détriment d'un autre soumissionnaire ou de soustraire le marché à une mise en concurrence. Toute violation de la clause relative à l'intégrité morale entraîne en principe l'annulation de l'adjudication, ainsi que la dénonciation anticipée du contrat par l'adjudicateur, pour justes motifs. D'autres sanctions peuvent être prises par l'adjudicateur, notamment si la violation de la clause relative à l'intégrité morale devait être découverte en cours de procédure d'appel d'offres
- u) Il respecte les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.